

D 644 BOLIVIE: LE COUP D'ETAT DU 17 JUILLET

Alors que les élections présidentielles du 29 juin 1980 venaient d'assurer la victoire de Siles Suazo, candidat du centre gauche, les militaires ont déclenché un nouveau coup d'Etat le 17 juillet suivant. C'est le général García Meza qui a pris la tête du mouvement.

A la différence des précédents, ce coup de force revêt des caractéristiques nouvelles et, par là, inquiétantes: la présence de "conseillers" militaires argentins, l'utilisation de condamnés de droit commun dans les opérations de répression, le black-out total de l'information, les exécutions sommaires d'opposants "à l'argentine", sans parler de la torture et de l'action psychologique.

Avec le coup d'Etat du 17 juillet en Bolivie, c'est le renforcement du bloc dictatorial du Cône-sud incluant Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay et Bolivie.

Pour les nouvelles autorités militaires de ce dernier pays, l'ennemi principal est la Centrale ouvrière bolivienne (COB). On lira ci-dessous le compte rendu de l'Assemblée permanente des droits de l'homme en Bolivie sur l'assaut donné le 17 juillet 1980 au siège de la COB et au Palais gouvernemental.

Nous donnons ensuite le texte des déclarations de Mgr Manrique, archevêque de La Paz, dans la version falsifiée répandue dans la capitale par les services spéciaux de l'armée. Suit, en troisième lieu, la déclaration des évêques de Bolivie sur la situation.

Dossier à suivre.

Note DIAL

I- RAPPORT DE L'ASSEMBLEE PERMANENTE DES DROITS DE L'HOMME (27/7/80)

(...) (1)

Attaque contre la Centrale ouvrière bolivienne et prise du Palais gouvernemental

Le 17 juillet, à 11 H du matin, une réunion rassemble au siège de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) vingt-cinq membres du Comité national de défense de la démocratie (2) et plusieurs autres personnes, dont quelques journalistes.

(1) Les deux-tiers de ce rapport sont ici reproduits (NdT)
(2) Le CONADE a été créé après l'assassinat du Père Espinal, le 12 avril 1980 (cf. DIAL D 613). Ses membres en sont la COB, des partis politiques, certaines organisations religieuses et l'Assemblée permanente des droits de l'homme (NdT).

Alors qu'est rédigé et lu le document du Comité national de défense de la démocratie décrétant la grève générale et le barrage des routes sur l'ensemble du territoire national à partir de 15 H, les forces paramilitaires donnent l'assaut au siège de la COB de la façon suivante:

- 1) Les forces paramilitaires arrivent dans trois ambulances de la Caisse nationale de sécurité sociale et dans quatre jeeps sans plaque minéralogique.
- 2) Les ambulances avaient été réquisitionnées à la Caisse nationale de sécurité sociale par des groupes paramilitaires relevant du 2e Bureau de l'armée, sur l'ordre du colonel Luis Arce Gómez.
- 3) Une vingtaine de paramilitaires pénètrent dans les locaux de la COB, tandis qu'une trentaine d'autres prennent position autour de l'immeuble et contrôlent le trafic sur l'Avenue du 16 juillet, artère principale de la ville de La Paz.
- 4) Au moment où le premier groupe pénètre dans les locaux de la COB, celui de l'extérieur attaque l'édifice à l'arme automatique; le tir dure une trentaine de minutes.
- 5) A l'intérieur, les membres du Comité national de défense de la démocratie se couchent par terre et se dispersent dans l'immeuble.
- 6) Un groupe du Comité national de défense de la démocratie qui se trouve dans la pièce principale se rend en faisant savoir qu'il n'est pas armé.
- 7) Quelque trente-cinq personnes, dont Juan Lechín, Simón Reyes, Marcelo Quiroga Santa Cruz, Liber Forti, Víctor Sosa, Germán Crespo, Iván Zegada et Noel Vásquez, les mains derrière la tête et sous la menace des armes, sont conduites vers les ambulances qui les emmènent ensuite au quartier général de Miraflores. A cette date, dix jours après les événements, on ignore le sort de ces personnes.
- 8) Au cours de l'attaque est tué Gualberto Vega, dirigeant des mineurs de Catavi; sont blessés: Marcelo Quiroga Santa Cruz, député et premier secrétaire du Parti socialiste; Simón Reyes, secrétaire des relations extérieures; et Mme Gladys de Solón Romero, représentante de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de Bolivie.
- 9) En dépit de la rapidité de l'opération et grâce à l'heure à laquelle elle est menée, au moment de grande affluence de badauds qui s'agglutinent près du siège de la COB, un groupe de dix-huit personnes parvient à s'échapper.
- 10) Alors que ces événements se déroulent à la COB, le conseil des ministres est en réunion avec la présidence pour une session extraordinaire. Vers 13h30 l'assaut est donné au Palais gouvernemental par des groupes de militaires et de paramilitaires qui, cette fois, arrivent dans des camions de l'armée et dans trois ambulances de la Caisse nationale de sécurité sociale.
- 11) La présidente Lydia Gueiler est séparée des ministres puis emmenée avec les deux ministres militaires, celui de l'intérieur et celui de la défense. La presse de l'après-midi informe que la présidente est arrêtée.
- 12) Le ministre de l'intégration, Fernando Salazar, et celui de l'information, Oscar Peña Franco, sont arrêtés. On ignore le lieu où se trouvent les autres ministres.

13) En même temps qu'ont lieu l'attaque de la COB et la prise du palais, toutes les stations-radio de La Paz sont occupées et réduites au silence; Radio-Fides est détruite et plusieurs autres mises à sac. De même les locaux du journal Presencia sont occupés par des forces paramilitaires. L'hebdomadaire Aqui est pris d'assaut et les locaux détruits.

La répression syndicale

La Centrale ouvrière bolivienne (COB), organisation mère des travailleurs et drapeau de la résistance populaire, a sans aucun doute été l'objectif stratégique le plus important dans l'esprit des auteurs du coup d'Etat, afin de la détruire. On a dit, non sans raison, qu'en Bolivie les deux forces politiques les plus importantes étaient l'armée et la COB, la première étant représentative du coup d'Etat et de la réaction, la seconde exerçant le leadership des masses populaires pour la recherche d'une authentique démocratie de participation.

Aussi, quand les militaires déclenchent le coup d'Etat du 17 juillet, le font-ils en s'attaquant directement à la COB pour éliminer ou arrêter ses dirigeants. Le syndicalisme bolivien, unitaire et indépendant, est la seule entité apte à s'opposer au coup de force de façon organiquement cohérente et politiquement lucide. Décapiter le syndicalisme à tous ses niveaux d'organisation est la première et essentielle des actions répressives. Dans ce dernier coup d'Etat cet objectif apparaît encore plus évident car depuis une année l'organisation la plus importante du syndicalisme paysan s'est affiliée à la COB, rompant ainsi le pacte militaire et paysan.

Le siège de la COB ayant été pris militairement et ses dirigeants arrêtés, malmenés et torturés, tous les locaux des différents syndicats sont attaqués les uns après les autres: ceux des usines, des enseignants, des journalistes, des paysans, etc., de façon à désarticuler l'ensemble du mouvement populaire.

Les grandes usines sont également occupées par des militaires qui y installent des mitrailleuses lourdes. Les stations-radio des syndicats sont brutalement réduites au silence. Radio-Continental est attaquée et rendue inutilisable par le vol des lampes; Radio-Vanguardia, du district minier de Colquiri, est bombardée par un avion de l'armée de l'air et ses équipements sont entièrement détruits; Radio-Kollasuyo, de Potosí, est totalement détruite.

C'est seulement au bout de quatre jours que l'armée parvient à entrer dans la localité minière de Huanuni, grâce à l'intervention de l'aviation. La station-radio du lieu a été entièrement détruite par des militaires venus en ambulance et habillés en blanc. Les mineurs les ayant laissé passer, ils ont jeté des grenades et tirés de l'intérieur de l'ambulance pour détruire les équipements. Dix jours après le coup d'Etat, Catavi, Siglo XX, Viloco et Colquiri résistent toujours au siège des militaires.

La haine des militaires à l'encontre du mouvement syndical ne s'est pas satisfaite de l'arrestation des leaders et de la destruction de ses moyens d'information. Ils ont voulu également l'humilier et le ridiculiser dans la personne de son premier dirigeant, Juan Lechín Oquendo, en le présentant à la télévision dans un état psychique lamentable. La masse

des travailleurs ont estimé que, seules, de graves pressions morales, des menaces d'exécution et des tortures physiques et psychologiques avaient pu avoir raison du moral du dirigeant ouvrier. C'est le ministre de l'intérieur en personne, le colonel Luis Arce Gómez, qui a présidé à cette scène déshonorante pour le gouvernement et donnant la mesure du peu de qualités humaines du ministre. Les travailleurs ont parfaitement perçu la manoeuvre gouvernementale et continuent leur grève générale illimitée.

On connaît aussi les tortures auxquelles sont soumis d'autres dirigeants syndicaux. L'état de santé est particulièrement précaire pour Simón Reyes, secrétaire des relations publiques de la fédération des mineurs de Bolivie. A cette date, il a été impossible d'établir avec certitude le nombre des dirigeants assassinés ou arrêtés; ils sont plusieurs centaines.

Le 21 juillet, quatre jours après le coup d'Etat, le gouvernement militaire a édicté le décret suprême n° 17531 déposant toutes les directions syndicales, et ce afin de les remplacer par des personnes dépourvues de toute représentativité ouvrière et soumises aux consignes gouvernementales. Le seul syndicat explicitement exempté du décret dictatorial est celui du transport automobile. Ce syndicat privilégié, largement favorisé pendant les sept années du gouvernement Banzer, avec des exemptions de taxes à l'importation de véhicules et avec des facilités de hausses excessives du prix des billets, avait été radié de la COB pour ses tendances ouvertement favorables au coup d'Etat. C'est le seul syndicat du pays non affilié à la COB. Le syndicat des chauffeurs salariés, affilié à la COB, a été également ignoré du gouvernement García Meza.

L'université a été une victime toute désignée pour les auteurs du coup d'Etat. Toutes les universités du pays ont été occupées et fermées. Les tanks continuent de monter la garde à la porte principale de l'université de La Paz.

(...)

Méthodologie du coup d'Etat

Ce coup d'Etat a revêtu un certain nombre de particularités qui le différencient substantiellement des coups d'Etat survenus précédemment en Bolivie.

Parmi les caractéristiques les plus nouvelles on peut signaler: une préparation meilleure, une organisation plus stricte et un contrôle plus étroit de la part des militaires, grâce à l'aide technique des organes répressifs d'Argentine; il faut y ajouter une efficacité accrue de la répression, essentiellement par l'action d'éléments paramilitaires.

Le coup d'Etat du 17 juillet 1980 a eu pour objectif premier de décapiter les mouvements populaires, syndicaux et politiques. Dans la ville de La Paz le premier pas a été l'encercllement et l'attaque du siège de la COB, de façon à neutraliser le Comité national de défense de la démo-

cratie, composé de dirigeants syndicaux, de partis politiques, de l'Assemblée permanente des droits de l'homme, etc. Dans les autres villes, ou bien on a attaqué les sièges départementaux, ou bien on a eu le cynisme d'inviter les dirigeants à un dialogue avec les autorités pour les arrêter plus facilement.

Les ambulances ont été systématiquement utilisées pour prendre les gens par surprise et même pour tirer depuis l'intérieur. On s'est ainsi servi du respect général envers ce symbole humanitaire pour abuser de la bonne foi de tout le monde.

Une autre caractéristique a été l'utilisation d'éléments paramilitaires pour les opérations les plus sales; on cherchait apparemment, par ce fait, à ce que la population n'accuse pas les militaires de ces crimes. Les paramilitaires ont été pour une bonne part contractés parmi les malfaiteurs de la ville, choisis en prison ou à l'extérieur. Un exemple concret est celui de Monroy "La Mouche", chef de l'une des principales bandes de paramilitaires; cet individu se trouvait en prison pour assassinat et il a obtenu sa libération en échange de ce type de service. Il s'ensuit qu'au cours des perquisitions, de jour comme de nuit, ces personnes ne se contentent pas d'arrêter les gens ou de les frapper; elles volent aussi tout ce qu'elles peuvent (pour aussi incroyable que cela paraisse, de nombreux témoins affirment qu'ont été ainsi volés des réfrigérateurs, des meubles, des berceaux d'enfants et même des lunettes, et détruites avec acharnement les choses impossibles à voler).

Parmi ces paramilitaires il y avait également des agents en civil du 2ème Bureau de l'armée (services de renseignements), des membres de Phalange socialiste bolivienne et des militaires argentins qui ne se souciaient aucunement de leur accent.

Vu le caractère improvisé dans le choix de tels éléments asociaux, quelques dirigeants syndicaux et politiques ont pu s'échapper, tant au siège de la COB qu'au cours des perquisitions à domicile; des erreurs ont été commises dans l'arrestation de personnes prises pour d'autres.

Les tortures ont commencé dès le moment de l'arrestation, les prisonniers étant sauvagement frappés. Dans certains cas on les a assassinés de sang-froid alors qu'ils n'opposaient aucune résistance. La majorité des prisonniers n'ont pas été conduits en prison mais à l'état-major de l'armée et dans les locaux de l'ordre politique, où ils ont été interrogés par des argentins et ont subi d'autres sévices corporels.

Marcelo Quiroga Santa Cruz, nationalement connu pour ses vigoureuses dénonciations des crimes et manigances du militarisme durant les sept années de la dictature de Banzer, a été sadiquement torturé et assassiné dans les locaux de l'état-major de l'armée. On sait que tel autre dirigeant est actuellement à l'agonie suite aux tortures.

Un fait qui a particulièrement suscité l'émotion de la population bolivienne est que l'armée a interdit de conduire dans les hôpitaux la majorité des blessés et de ceux qui avaient été sérieusement torturés; c'est la raison pour laquelle manquent les listes de blessés et de morts. Il n'a pas non plus été possible de récupérer les corps de ceux qui ont été tués par les militaires et les paramilitaires.

Trois prêtres d'El Alto de La Paz, qui s'étaient opposés à l'enlèvement par l'armée des cadavres de deux jeunes mitraillés, ont été arrêtés pour ce seul motif, sans qu'on sache rien de plus sur eux à cette date.

Aussitôt après l'attaque de la COB, les troupes se sont réparties en escadrons à travers la ville pour occuper ou détruire les stations-radio et les sièges des journaux. Seul, El Diario a eu droit à un traitement respectueux. La caractéristique de ce coup d'Etat a été de plonger la population dans un silence absolu; il était impossible d'obtenir une information quelconque, sauf celles propagées par la radio de l'armée "Batallón Colorado", relayée obligatoirement par toutes les stations non détruites ou mises au silence. Il est toujours impossible d'obtenir quelque information que ce soit. Pour savoir quelque chose la population doit avoir recours aux radios étrangères.

La Télévision bolivienne a été occupée et ses équipements en partie détruits. Les émissions ont actuellement lieu à partir de l'état-major.

Pour déployer son appareil militaire l'armée a occupé des écoles de quartier qui lui servent depuis de bases pour les opérations répressives.

Pour augmenter les difficultés de communication, l'armée et des civils armés ont occupé le bâtiment des téléphones et coupé les liaisons internationales, interdépartementales et, dans certains cas, interdistricts de la ville de La Paz.

Le gouvernement a mis en oeuvre les tactiques suivantes:

- 1) soumettre d'abord les capitales de province pour réduire la résistance dans les mines et à la campagne;
- 2) déclencher une campagne intensive contre le processus démocratique, ainsi que contre les pays et les institutions, nationales ou internationales, qui ne soutiennent pas le gouvernement;
- 3) attaquer systématiquement l'Eglise en s'appliquant à la faire taire et en recherchant la complicité de certains prêtres;
- 4) décapiter l'ensemble du mouvement syndical en favorisant l'installation de leaders corrompus et sans représentativité;
- 5) procéder par la propagande gouvernementale à une auto-justification, sur la base d'une démission de la présidente qui aurait eu lieu avant le coup d'Etat, chose totalement fautive, et avec l'argument de la nécessité d'un gouvernement de "reconstruction nationale" pour sauver le pays des influences étrangères.

Une autre caractéristique du coup d'Etat est son nationalisme rétrograde et infantile: tout ce qui est étranger est présenté comme mauvais, et tous les résidents étrangers ont été obligés de se présenter dans les vingt-quatre heures.

La collaboration des civils est minime dans les postes clés de l'administration, et celle qui existe est totalement dépourvue de préparation adéquate.

Répression systématique des organisations d'Eglise

Le coup d'Etat militaire du 17 juillet s'est aussi acharné de façon particulière sur les Eglises (principalement catholique et méthodiste).

1- Moyens de communication - Ont été occupées, réduites au silence et en partie détruites:

- Radio Fides, La Paz
- Radio Yungas de Chulumani, La Paz
- Radio San Gabriel, La Paz
- Radio Cruz del Sur, La Paz
- Radio Pio XII, Siglo XX
- Radio Loyola, Sucre
- Radio San Miguel, Riberalta
- Radio San Rafael, Cochabamba
- Journal Presencia, La Paz
- Imprimerie Don Bosco, El Alto, La Paz

2- Paroisses et maisons religieuses - Ont été perquisitionnées:

- Collège San Calixto de La Paz
- Paroisse Don Bosco, El Alto, La Paz
- Paroisse Santa María de los Angeles, La Paz
- Convento de las Sierras de María
- Paroisse Espíritu Santo

3- Prêtres et religieuses arrêtés:

- P. Claudio Pou s.j.
- P. Juan Enviz s.j.
- F. José Marco s.j.
- F. Salvador Sanchiz s.j.
- P. Pedro Chico s.a.b.
- P. José Luis García s.a.b.
- P. Alejandro Chierca s.a.b.
- P. Román Arciénega, aumônier de l'Hôpital Obrero
- Rv. Germán Crespo, chargé de services de l'Eglise méthodiste

4- Missionsnaires laïcs volontaires:

- Deux italiens et un allemand.

Un grand nombre de prêtres et de religieuses ont dû se cacher pour éviter d'être arrêtés et expulsés. Certaines écoles dépendant de l'Eglise ont été occupées et servent de base d'opération pour l'armée. Mgr Jorge Manrique, archevêque de La Paz, a publié le 18 juillet une lettre pastorale destinée à être lue dans toutes les églises. Cette lettre condamne ouvertement le coup d'Etat militaire et les violations des droits de l'homme par les militaires. C'est pourquoi il a été ouvertement insulté par la presse orale et écrite, ainsi que par la télévision d'Etat. Par la suite l'archevêque a été menacé de mort.

Dans le but de diviser l'Eglise et de la contrôler, un prêtre phalangiste a été nommé au poste de sous-secrétaire au culte, contre la volonté des évêques et le rejet général du peuple.

(...)

II- DECLARATION FALSIFIEE DE L'ARCHEVEQUE DE LA PAZ (18 juillet 1980)

(Les phrases encadrées en trait continu n'existent pas dans la version originale de Mgr Manrique; elles ont été rajoutées par les services spéciaux du gouvernement dans une version répandue par leurs soins. La phrase encadrée en pointillé fait partie de la version originale de Mgr Manrique; elle a été supprimée dans la version falsifiée.)

L'Eglise de Bolivie regarde avec douleur et avec une profonde préoccupation les événements politiques qui affectent le pays.

De nombreux citoyens ont été arrêtés et maintenus au secret, mais leur nombre n'a pas encore pu être établi. Plusieurs prêtres et religieux, également en nombre indéterminé, ont été arrêtés et on ignore le lieu de détention de certains d'entre eux.

Les stations-radio de l'Eglise, Radio Fides et Radio San-Gabriel ont été prises d'assaut; les équipements et les installations de Radio Fides ont été sauvagement détruits; des membres de la direction et des journalistes de cette station ont été arrêtés.

Le Journal catholique Presencia a été occupé par des hommes en armes. Une maison religieuse a été perquisitionnée par des forces militaires, bien que s'étant retirées aussitôt.

Le manque de liberté et de moyens d'information maintient le pays dans un silence apeuré et, à l'heure actuelle, nous manquons d'informations complètes sur les événements.

J'ai cependant le devoir de condamner les agressions commises ainsi que les tentatives pour faire taire la voix d'un peuple comme est le peuple bolivien, simple et patriote, qui réclame la justice et le bien-être social.

Mais malheureusement le marxisme-léniniste avait tellement corrompu les citoyens et surtout notre Eglise catholique, que les forces armées se sont vues dans l'obligation de rétablir l'ordre social souhaité, et de revenir ainsi aux principes philosophiques chrétiens traditionnels.

L'Eglise a le devoir d'orienter ces justes réclamations sur la base de la doctrine sociale qu'ont élaborée les papes, le concile Vatican II, les documents de Medellin et de Puebla, ainsi que les orientations données récemment par le pape Jean-Paul II.

Dans ces moments difficiles que traverse le pays:

- Je demande de toutes mes forces aux responsables de la situation actuelle d'épargner au peuple de plus grandes douleurs et souffrances.

- Je demande à la population de collaborer avec les actuelles autorités nationales, afin d'éviter l'affrontement au sein de la famille bolivienne.

- J'exige de toutes mes forces que soient remis en liberté ceux qui ont été arrêtés sans motif pénal.

- Je demande que les responsables de la fraude électorale et de la parodie démocratique soient emprisonnés et jugés, ainsi que les corrompus de l'administration publique.

- Je demande réparation pour les dommages provoqués aux stations-radio de l'Eglise, ainsi que leur remise en état immédiate et leur libre expression. L'occupation du journal Presencia doit cesser et sa libre circulation doit être immédiatement garantie ainsi que la mise à l'écart des éléments marxistes qui y sont infiltrés.

- Je demande qu'on réfléchisse sur les paroles prononcées par le St-Père au Brésil: "Les prêtres doivent rester en dehors de la politique"; "L'Eglise est avec les pauvres du monde"; "Non surtout à la militance communiste et à la direction des partis politiques"; "Les pasteurs doivent abandonner toute idéologie politique de parti".

- Je proteste contre l'utilisation scandaleuse des ambulances par des militaires en armes aux fins de répression et pour l'accomplissement de missions militaires et non pas humanitaires.

- Je demande à l'ensemble du peuple qu'il applique toutes ses énergies dans la pratique de la charité fraternelle, et qu'il ait recours au moyen puissant de la prière pour parvenir à la sérénité nécessaire en cette heure.

- Je supplie le Tout-Puissant de convertir les coeurs de ceux qui se sont laissés entraîner par des sentiments de haine, et je demande à la Très Sainte-Vierge d'intervenir auprès de son Fils Jésus-Christ pour qu'il protège le peuple bolivien et le délivre de maux encore plus grands.

III- COMMUNIQUE DE L'EPISCOPAT BOLIVIEN (25 juillet 1980)

Le Conseil permanent de l'épiscopat, réuni à La Paz en toute urgence suite aux événements nationaux récents, a estimé nécessaire de faire connaître son point de vue et d'orienter l'opinion publique en publiant le communiqué suivant.

1- Les moments graves que traverse la patrie exigent de l'Eglise catholique une réflexion sérieuse et sereine pour éclairer les consciences et apaiser les esprits.

2- Il est de notre devoir de pasteurs d'interpréter les événements qui affectent l'ensemble de la nation, à la lumière de la foi, des orientations doctrinales des papes, des conciles et des assemblées de Medellin et de Puebla, ainsi que d'apporter l'expérience séculaire accumulée par l'Eglise dans l'histoire.

3- Cette réflexion faite, nous déplorons que l'ordre constitutionnel ait été interrompu en Bolivie alors qu'il était en voie de réalisation au prix de tant de sacrifices, et nous espérons du nouveau gouvernement qu'il créera rapidement un climat favorable au rétablissement de cet ordre constitutionnel dans les délais les plus brefs.

4- Nous réprouvons une nouvelle fois la violence, cause de tant d'affrontements et de tant de sang versé, et nous condamnons énergiquement les actions violentes qui ont eu lieu ces jours-ci: morts, blessures, perquisitions jusque dans des maisons religieuses, destruction de certains moyens de communication sociale, intimidations, arrestations, etc.

5- Nous sommes préoccupés par l'existence de groupes irréguliers d'hommes armés qui agissent en marge de la loi, qui ne peuvent être identifiés en raison de leurs manières particulières d'agir et qui sont la

cause de graves violations des droits de l'homme. Nous demandons à l'autorité responsable de contrôler ces groupes et de les faire disparaître.

6- Il faut respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme.

7- Nous déplorons la décrétation de "zone militaire" concernant le territoire de la République. Nous demandons que cette mesure soit levée le plus tôt possible et que la Constitution soit de nouveau pleinement en vigueur, conformément à laquelle aucun citoyen ne peut être détenu, arrêté ni emprisonné sans mandat de l'autorité correspondante. Il importe de présumer toujours l'innocence tant que la culpabilité n'est pas prouvée (article 16).

8- Pour veiller au respect de ces droits, la conférence épiscopale crée une commission chargée de visiter les prisonniers, d'accélérer leur remise en liberté, de garantir leur sécurité physique et de leur offrir les aides dont ils auraient besoin.

9- Nous souhaitons que la situation actuelle ne s'aggrave pas. Aussi exhortons-nous les fidèles et les hommes de bonne volonté à rester unis en esprit de fraternité et d'aide mutuelle, en écartant de leurs coeurs tout sentiment de haine et de vengeance.

10- Aux prêtres, aux religieux et aux religieuses nous rappelons qu'ils ne doivent se ranger publiquement sous la bannière d'aucun groupe ou parti politique, et qu'ils n'ont à prendre la tête d'aucune action pouvant mener à la violence ou à la lutte fratricide.

11- Nous faisons savoir au gouvernement et aux citoyens de Bolivie que nous sommes solidaires des déclarations de l'archevêque de La Paz, Mgr Jorge Manrique, et que nous condamnons les attaques et calomnies dont il a été l'objet de la part de personnes malhonnêtes. Nous dénonçons le fait que le dernier document qu'il a publié a été falsifié par des gens malintentionnés.

12- Enfin, en même temps que nous demandons le calme et la prudence à tous les boliviens pour éviter tout affrontement et le versement du sang, nous invoquons la protection du Très-Haut et de Notre-Dame de Copacabana sur notre chère patrie et nous exhortons tous les fidèles à intensifier leurs prières et leurs sacrifices pour que règne la paix en Bolivie.

13- Comme évêques, nous nous réservons le droit d'exprimer si nécessaire notre opinion dans des communiqués ultérieurs.

La Paz, le 25 juillet 1980

Pour le Conseil permanent de l'épiscopat:

Cardinal José Clemente Maurer, archevêque de Sucre

Mgr Luis Rodríguez Pardo, archevêque de Santa-Cruz et président de
la conférence épiscopale

Mgr Jorge Manrique Hurtado, archevêque de La Paz

Mgr René Fernández Apaza, évêque d'Oruro

Mgr Alejandro Mestre, évêque auxiliaire de Sucre et secrétaire général

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441